CAISSE GENERALE DE SECURITE SOCIALE DE LA REUNION

Registre de l'article 47 du décret n°2005-1309 du 20 octobre 2005 pris pour l'application de la loi du 6 janvier 1978 modifiée le 6 août 2004

N° 2015-07-1

Date : 1^{er} octobre 2015

CMU-C

SUIVI DES DEMANDES DE DROIT DE COMMUNICATION AUX BANQUES

- Vu les articles 1649A, 164FC et suivants du code général des impôts créant l'obligation fiscale de déclarer à la direction générale des finances publiques (DGFiP) l'ouverture et la clôture des comptes de toute nature et leur inscription dans le fichier des comptes bancaires et assimilés (FICOBA),
- Vu l'arrêté du 14 juin 1982 relatif à l'extension d'un système automatisé de gestion du fichier des comptes bancaires modifié par l'arrêté du 13 décembre 2007 permettant la consultation de FICOBA par les organismes de sécurité sociale,
- Vu les articles L 114-19 à L 114-21 du code de la sécurité sociale relatifs au droit de communication,
Vu la loi 99-641 du 27 juillet 1999 portant création d'une couverture maladie universelle,
- Vu l'avis tacite de la CNIL 994397 du 24/12/1999, mettant à la disposition des Caisses un système automatisé de traitement d'informations nominatives destiné à la gestion des droits à la Couverture maladie Universelle, modifié par l'avis de la CNIL réputé favorable à compter du 11 mars 2001, modifié par l'avis de la CNIL en date du 20/09/2007 (récépissé 679701 version 4),
Vu la délibération de la CNIL n°2011-154 du 26 mai 2011, autorisant la CNAMTS à expérimenter de nouvelles méthodes de détection des fraudes à la Couverture médicale universelle complémentaire (CMUC) fondées sur des modèles de « datamining ».

Date de mise en œuvre	1 ^{er} avril 2015
Finalités principales	<ol style="list-style-type: none">1) Dans le cadre de la lutte contre la fraude et afin de vérifier l'exactitude des ressources déclarées à l'occasion des demandes de Couverture Maladie Universelle Complémentaire (CMUC) ayant fait l'objet d'un accord, la Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Réunion, après consultation du fichier FICOBA, met en œuvre un droit de communication (articles L 114-19 à L 114-21 du CSS), vis-à-vis des établissements bancaires, sur l'ensemble des comptes actifs ou clos depuis moins d'un an de chaque membre du foyer porté sur l'imprimé de demande. Ces informations seront enregistrées sur un fichier Excel afin d'assurer le publipostage des droits de communication vis-à-vis des établissements bancaires ainsi que le suivi des retours et des relances des organismes bancaires. Les courriers de mise en œuvre du droit de communication pourront être adressés en pièce jointe par mail avec fichier zippé et protégé par un mot de passe.2) Afin d'assurer le suivi de l'opération, ce fichier permettra par ailleurs d'établir des statistiques anonymes sur le nombre de dossiers traités et le nombre de dossiers présentant une anomalie entre les ressources déclarées et les ressources constatées.3) Afin de mettre en œuvre l'expérimentation d'un programme

	de détection des fraudes à la CMUC par datamining autorisé par la CNIL par délibération n°2011-154 du 26 mai 2011, ce fichier permettra de constituer la base nécessaire à l'élaboration des modèles de datamining.
Catégories de personnes concernées	10 % des personnes ayant effectué une demande de CMU-C, avec déclaration de ressources, tirées au sort aléatoirement.
Catégories de données traitées	<p>Foyer CMUC :</p> <p>Identification Caisse, N° d'ordre du dossier, N° foyer CmuC Nom, prénom, date de naissance du bénéficiaire de CMUc, Demandeur (oui/non) Ayant droit/ouvrant droit Date de demande Primo demande (oui/non) Nb membres du foyer</p> <p>Banque :</p> <p>Période demandée (12 mois qui précèdent la demande) NOM, prénom du titulaire du compte Numéros de compte Nom banque Adresse agence Date de réception de la réponse banque Date de relance banque Commentaires (mauvaise adresse banque, compte clos, mauvaise identification du compte)</p> <p>Ressources :</p> <p>Montant des ressources déclarées Montant des ressources perçues Plafond CMUC applicable</p>
Service chargé de la mise en œuvre	Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Réunion
Catégories de destinataires	Cadres et techniciens du service CMUC et du service de lutte contre la fraude spécifiquement habilités, agents habilités à mettre en œuvre le droit de communication.
Durée de conservation	Le fichier word de publipostage de masse sera détruit une fois les documents imprimés. Des fichiers word individuels seront générés automatiquement et détruits soit à réception de la réponse de la banque, soit après édition de la relance.
Service chargé du droit d'accès	Directeur de la Caisse Générale de Sécurité Sociale de la Réunion